

un exemplaire de la déclaration que j'y ai faite, celle-là même où l'honorable député affirme qu'il lui a été impossible de rien trouver de défini sur mon attitude relativement à la question débattue. Voici ce que j'ai dit :

Je suis pleinement autorisé à déclarer que, sur cette question d'intérêt public, telle que clairement définie par moi-même à la Chambre et par sir Mackenzie Bowell au Sénat, règne un parfait accord entre tous les membres du cabinet. Nos adversaires se livrent à toutes sortes de récits fantastiques au sujet de ceux qui approuvent ou qui désapprouvent la mesure.

Je devais avoir présent à la pensée en ce moment l'honorable député de Charlottetown, I.P.-E. (M. Davies).

C'est de l'imagination pure et simple. Tous les membres du cabinet sont aussi unis sur cette question que sur celle du commerce—c'est-à-dire qu'ils sont unanimes.

Voilà donc notre attitude clairement définie, dans son ensemble, comme cabinet, et sur les deux questions à la fois. J'en appelle au sentiment de l'équité, de la justice de la Chambre et du pays, et je demande si ce n'est pas là une déclaration claire et définie. Et si mon honorable ami n'est pas encore satisfait, qu'il me permette de lui donner lecture d'un autre extrait couché en anglais passablement élégant. C'est la déclaration que j'ai faite à la Chambre, l'autre soir :

Je dois dire, d'abord, qu'il n'existe pas de désaccord entre nous-mêmes et le premier ministre sur aucune mesure d'intérêt public, de commerce ou touchant à la constitution, sur laquelle le cabinet a déjà pris l'initiative, ou à l'égard de laquelle le cabinet a déjà pris une attitude définie, sous la direction du premier ministre actuel.

Et cependant, en face de ces déclarations réitérées, l'honorable chef de l'opposition et à sa suite ses partisans de la gauche, n'ont pas craint d'affirmer que j'avais dissimulé le véritable motif de la crise, et que le désaccord régnait dans le cabinet sur cette question. L'honorable député prétend avoir vidé la question, quand il dit que les ministres parcourent le pays pour déclarer que l'union règne dans le cabinet, tandis que de fait, la discorde y règne. Je le répète, mon honorable ami refuse de s'en tenir aux faits. Qu'il relise les déclarations. Nous avons affirmé que le cabinet était parfaitement d'accord sur toutes les grandes mesures d'intérêt public, et tel est le cas. Mais je présume qu'il vous faudra attendre bien des années avant de trouver un cabinet, dont tous les membres soient parfaitement d'accord sur toutes les questions à débattre et à décider.

Je fais ces quelques remarques simplement pour rappeler l'attention de la Chambre et du pays sur la portée réelle des divergences d'opinions qui ont eu lieu, portée qui est énoncée en termes simples et précis dans les deux déclarations et que partant l'on peut considérer comme vraie et donnant les véritables raisons de la crise. Il est donc inutile de rechercher ces raisons ailleurs que dans les déclarations faites. Il ressort de ces déclarations que les divergences d'opinions en question étaient, dans l'opinion des sept ministres, tel qu'exposé par le premier ministre dans la déclaration qu'on a lue de lui aujourd'hui, basées sur la nécessité de compléter le gouvernement, conformément à la pratique constitutionnelle, et de le renforcer et que ces raisons avaient assez d'importance pour nous fournir une base d'action ; que telle était notre opinion et que la détermination que nous avons prise, nous

M. FOSTER.

l'avons prise honorablement et comme des hommes, et que nous y sommes restés fidèles jusqu'à ce que la cause de la difficulté fût écartée et que le gouvernement présentât un front uni, comme il le fait aujourd'hui, avec ses départements complets et sensiblement renforcés.

Avant de terminer ces quelques remarques, que je comptais faire aussi courtes que possible, je tiens à dire que l'attitude du parti libéral-conservateur, dans cette période difficile des six ou huit jours, a été de nature à frapper le pays, à le frapper vivement. Sans panique, sans passion, fermes et loyaux, les membres du parti libéral-conservateur, tels que représentés ici, sont fermement attachés aux principes de leur parti, sachant ce parti appuyé par des forces solides qui donnaient à tous, chefs ou partisans, l'assurance que, quoi qu'il advint, il sortirait de tout cela, avec la solution des différends, avec l'éloignement des dissensions, une combinaison d'hommes forts, fermes et confiants, loyaux toujours et fidèlement attachés aux principes de toute leur vie, et décidés à conduire le parti à la victoire dans les élections qui auront lieu sous peu. Mon honorable ami, qui a parlé avec si peu de respect de sir Charles Tupper, actuellement membre du cabinet, pourrait certes s'estimer heureux s'il avait un passé fait d'autant de patriotisme et de talent.

Quelques VOIX : Oh ! oh !

M. FOSTER : Oui, et de services aussi signalés rendus à son pays. Mon honorable ami a prouvé avant aujourd'hui qu'il sait user très bravement de la dénonciation, quand il a affaire à un adversaire absent. Il semble avoir redouté que le public n'oubliât son idiosyncrasie sous ce rapport et il a voulu donner une nouvelle preuve, un nouvel exemple de ce trait de son caractère. Qu'il me permette de lui dire que sir Charles Tupper sera dans peu de jours à son siège ici. Mon honorable ami peut tenir en réserve toute l'énergie de son style, car il trouvera comme toujours en sir Charles Tupper un adversaire digne de se mesurer avec lui, et qui ne tremblera ni ne pâlera devant ses dénonciations.

M. MILLS (Bothwell) : M. l'Orateur, j'ai la conviction qu'en dépit de tout ce que l'honorable ministre des Finances vient de dire pour défendre la réorganisation du gouvernement, ni la Chambre, ni le pays ne se laisseront tromper quant aux raisons assignées par lui, il y a quelques jours, à sa propre sortie du cabinet et à celle d'un certain nombre de ses collègues, et quant aux raisons assignées aujourd'hui à leur rentrée dans le cabinet. Dans les remarques qu'il vient de faire, l'honorable ministre a essayé de mettre la Chambre sous l'impression que le seul motif de dissentiment entre les membres du gouvernement était que lui et les autres qui sont sortis du cabinet désiraient que certaines vacances fussent remplies, et que le premier ministre avait été impuissant à satisfaire leur désir. En examinant les changements qui ont eu lieu dans la composition du gouvernement, la seule conclusion à laquelle nous puissions en venir, c'est que ces messieurs n'étaient pas difficiles à satisfaire dans leurs prétentions que le gouvernement devait être renforcé ; car si l'on excepte la retraite de l'ancien ministre de la Justice, l'honorable député de Pictou (sir Charles-Hibbert Tupper), il n'y a virtuellement